

« Inbivi International S.A. »

Société anonyme

Siège social: 14, rue Edward Steichen,L-2540 Luxembourg

CONSTITUTION DE SOCIETE
du 30 DECEMBRE 2016

Me GRETHEN
No 12.609

L'an deux mille seize, le trentième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître **Léonie GRETHEN**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu :

Monsieur **Bernard VALLET**, inventeur, né le 12 mars 1952 à Lyon (France), demeurant à Chalet « Les Rousses », 11, rue de Fontbelle, F-38750 Alpes d'Huez (France) ;

ici représentée par Madame Rachida El Farhane, clerc de notaire, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 16 décembre 2016.

La procuration signée "*ne varietur*" par la mandataire du comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit :

I. DENOMINATION, DUREE, OBJET SOCIAL, SIEGE SOCIAL

Article 1 - La société

Il existe entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une « société anonyme », sous la dénomination « **Inbivi International S.A.** » (la « **Société** »). « Inbivi » est une marque, notamment, de services mise à disposition de la société par son utilisation sous forme de dénomination en vertu du contrat de Licence ci-après mentionnée.

Article 2 - Durée

La Société est établie pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par l'actionnaire unique ou par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, adoptée dans la forme exigée pour les modifications des statuts de la Société (les « **Statuts** »).

Article 3 - Object social

La Société a pour objet l'exploitation de la Licence relative à la Propriété intellectuelle, au Savoir-faire et aux Informations Confidentielles de Bernard VALLET, concédée par la société désignée par Bernard VALLET (« le Concédant ») ayant pour objet la concentration, l'agrégation, l'organisation, la protection et l'exploitation concernant l'ensemble de ses innovations et créations relatives, notamment, à l'optique, la photographie, la vidéo, l'informatique, le traitement de l'image fixe et animée, le traitement de l'image fixe et animée ou ayant pour effet sur l'ensemble de ses créations et innovations, plus généralement la Propriété Intellectuelle, les Droits relatifs à la Propriété intellectuelle y inclus, en particulier, le Savoir-faire et les Informations confidentielles relatifs au Système INBIVI, et les objets générés et/ou délivrés par le Système INBIVI (données, photographies, vidéo), sachant que, notamment :

« Droits de Propriété Intellectuelle » : désigne, sans limitation, tous les droits actuels et futurs, titres et intérêts ayant pour objet ou effet : (i) la Propriété intellectuelle et (ii) en particulier toutes les marques, tous les droits d'auteur et de dessin et modèle attachés, les inventions et brevets, les noms de domaine et droits de Propriété intellectuelle ou homologue visés, relatif au Savoir-faire et aux Informations Confidentielles, que ces Droits soient originels, dérivés, composites, obtenus de tiers ou non, présents et futurs, ayant pour objet ou effet sur la Propriété Intellectuelle ;

« Informations Confidentielles » : désigne les informations relatives à chaque Solution Technologique ; les Informations Techniques ; le Savoir-faire ; chaque Élément de la collection des Services, chaque Connaissance antérieure, chaque Connaissance nouvelle, chaque travail, chaque élément d'une Contribution, chaque élément d'une Mission, chaque Service, toutes les informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, dessins, représentations graphiques, spécifications, savoir-faire, expérience, logiciels et programmes, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées et se rapportant directement ou indirectement au présent Contrat et des suites qui en découlent ; toutes les informations et données désignées comme confidentielles par le titulaire, par un tampon ou une légende si lesdites Informations sont écrites, et par une mention spéciale lors de sa divulgation, confirmée par écrit dans un bref délai, si lesdites Informations sont orales; toutes les informations et données non désignées spécifiquement comme confidentielles par le titulaire qui sont par nature confidentielles et qui ne perdent pas leur caractère confidentiel à défaut de telle mention de confidentialité à moins qu'elle comporte la formule expresse et précise d'officialité ou une dispense expresse; Étant précisé que les Informations confidentielles sont protégées contractuellement comme par les lois en vigueur (comme notamment le système UTSA dans 21 états des États-Unis d'Amérique) et futures (comme, particulièrement, dans le cadre de la future Directive européenne relative à la protection du secret des affaires, bénéficiant d'un effet contractuel rétroactif).

« Informations Techniques » : désigne, sans limitation, toute information et matériel, y compris toute connaissance technique, le Savoir-faire, les calculs

standard, les données, les formulations, des formules, les paramètres, les travaux, le contenu du Cahier de laboratoire et de toutes les informations et les matériaux développés ou autrement généralement créé et développé par Bernard VALLET et toute personne apportant une Contribution, concernant le développement, la fabrication, la production, l'utilisation, l'exploitation de la technologie et plus particulièrement du Système INBIVI, la Propriété intellectuelle, les Droits de Propriété intellectuelle. Les Informations Techniques sont des Informations Confidentielles.

« Licence » : désigne le contrat par lequel le titulaire de Propriété intellectuelle et de Droits de Propriété intellectuelle assure une Mise à disposition de tout ou partie de ceux-ci au profit d'un tiers. De manière extensive, il désigne le contrat par lequel il est mis à disposition. Par le contrat de licence, il n'est concédé qu'un droit de jouissance au licencié ; le concédant conserve donc la titularité et/ou propriété de la Propriété intellectuelle et des Droits de Propriété intellectuelle.

« Mise à Disposition » : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou involontaire ou par l'application de la loi, de manière immédiate ou différée, en une ou plusieurs transactions, ayant pour objet ou pour effet de permettre l'usage ou le bénéfice, sans opérer cependant transfert de la propriété (ou de la nue propriété, ou de l'usufruit), d'un ou plusieurs actifs, à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme qu'elle intervienne.

« Outils » ou « Outils INBIVI » : sont, chacun, une Solution Technologique et désignent

- les appareils de prise de vue conçus et imaginés par Bernard VALLET pour l'acquisition de données photographiques (les « Outils optiques ») ;
- un matériel informatique et un traitement informatique imaginés et assemblés par Bernard VALLET pour raffiner les données photographiques afin de délivrer des fichiers de Photos et de Vidéos 360° ainsi que de Photos 3D (l'« Outil informatique ») ;
- qui sont utilisés et exploités selon un processus, objet d'un savoir-faire personnel et exclusif de Bernard VALLET ;
- selon une configuration et un paramétrage présent ou futur.

« Programmes INBIVI » : sont, chacun, une Solution Technologique et désignent (1) au singulier respectivement (i) le programme de pilotage et d'exploitation des Outils optiques, (ii) le programme de l'Outil dédié au traitement informatique des données photographiques, (iii) le programme de gestion du flux de production, ainsi que (iv) les paramètres de chaque interface et de chaque Outil ; (2) au pluriel l'ensemble des programmes et paramètres composant les Programmes INBIVI ; chaque programme, chaque donnée et chaque paramètre sont des Informations confidentielles.

« Propriété intellectuelle » : désigne sans limitation, toute la propriété intellectuelle et technologique de toute nature, y compris mais non limité à tous les travaux, notes, schémas et dessins, les illustrations et maquettes, les créations, les innovations, les protocoles, les brevets et la formulation, les compositions, les paramétrages et paramètres, les équations mathématiques, tous les processus, l'application, le traitement et la méthodologie, les noms de marque, les logos, les mots et la phraséologie qui sont utilisés dans l'entreprise, les données et les informations, tout

autre matériel non descriptif, les documents, les appareils et les matériels, tous les modèles enregistrables et non enregistrables, les brevets, déposés ou non, les marques de commerce, les marques de service, le savoir-faire, les noms d'entreprise, les appellations, noms et dénominations utilisées dans les affaires et plus largement toutes pensées, les idées et les manifestations et concrétisations de l'intellect humaine ou par une intelligence artificielle liées à la technologie, y compris particulièrement les Informations Techniques, y compris les améliorations, les perfectionnements, les modifications, les compositions partielles ou totales, les découvertes, les méthodes et les développements, brevetables ou non ; tant au Luxembourg que sur l'ensemble des territoires concernés par les Outils INBIVI et les Programmes INBIVI.

« Savoir-faire » : désigne toutes les informations, données et procédés de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, invention, connaissance, expérience, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, essais, pratiques, analyses, échantillons, dessins, représentations graphiques, spécifications, logiciels et programmes, protégeable ou non par la propriété intellectuelle, y compris la Propriété intellectuelle elle-même.

« Solution Technologique » : désigne chaque Solution, dans tous ses aspects, éléments, composants, sous leur forme originale, dérivée, déclinée, composite, nouvelle, utilisée en tant que produit et/ou de service.

« Système INBIVI » : désigne l'ensemble composé par (i) les Programmes INBIVI et (ii) les Outils INBIVI, ainsi que les fonctions assurées par cet ensemble et les résultats de principe générés par cet ensemble.

et d'une manière générale, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter la réalisation.

La Société peut également détenir, investir, acquérir, et prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes formes de Sociétés ou entités, luxembourgeoises ou étrangères et acquérir par des participations, des apports, achats, options ou de toute autre manière, tous titres, sûretés, droits, intérêts, brevets et licences ou tout autre titre de propriété que la Société juge opportun, et plus généralement les détenir, gérer, développer, grever vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société juge appropriées.

La Société peut également prendre part à toutes transactions y compris financières ou commerciales, d'accorder à toute Société ou entité appartenant au même groupe de Sociétés que la Société ou affiliée d'une façon quelconque avec la Société, incluant les Sociétés ou entités dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect ou tout autre forme d'intérêt, tout concours, prêt, avance, ou de consentir au profit de tiers des sûretés ou des garanties afin de garantir les obligations des Sociétés précitées, ainsi que d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir par tous moyens le remboursement de toute somme empruntée.

La Société ne pourra pas consentir de Mise à disposition ni de Transfert de Propriété intellectuelle ni de Droit de propriété intellectuelle sans le consentement préalable, expresse et écrite du Concédant.

La Société n'exercera pas directement d'activité industrielle et ne tiendra pas d'établissement commercial ouvert au public.

Enfin la Société pourra prendre toute action et mener toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet afin d'en faciliter l'accomplissement.

Article 4 - Siège social

Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré à l'intérieur des limites de la ville de Luxembourg et à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution du conseil d'administration de la Société (le « **Conseil d'Administration** »).

Il peut être créé, par décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements de force majeure, de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée de ce siège avec des personnes se trouvant à l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

II. CAPITAL, ACTIONS

Article 5 - Capital social

Le capital social souscrit est fixé à trente mille euros (EUR 30.000,-) divisé en trois cents (300) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres actions.

Articles 6 – Forme des actions

Le Conseil d'Administration peut émettre des actions nominatives et des actions au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi de 1915.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance (le « **Registre** »). La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le Registre. Des certificats constatant ces inscriptions au Registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par cet administrateur (l' « **Administrateur Unique** »).

L'action au porteur doit respecter les dispositions de la Loi de 1915 et être signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par l'Administrateur Unique.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du Conseil d'Administration, sera déposée préalablement conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

Article 7 - Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires

Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un seul actionnaire, l'actionnaire unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Dans ce cas et dans la mesure où cela trouve à s'appliquer, lorsque les termes « actionnaire unique » ne sont pas expressément mentionnés, une référence à « l'assemblée générale des actionnaires » dans les présents Statuts devra s'interpréter comme une référence à « l'actionnaire unique ».

Article 8 - Convocation des assemblées générales des actionnaires

Le Conseil d'Administration ou les commissaires aux comptes peuvent convoquer à tout moment une assemblée générale des actionnaires.

Ils doivent convoquer l'assemblée générale des actionnaires de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social les en requièrent par une demande écrite indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital social peuvent demander l'inscription d'un point nouveau à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée au moins 5 jours avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires.

Les convocations pour toutes assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial C – Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal luxembourgeois.

Des lettres missives sont également adressées, huit jours avant l'assemblée, aux actionnaires porteurs d'actions nominatives, mais sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée générale des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalable.

Article 9 – Date de l'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg ville au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation. à 11.00 heures, le troisième lundi du mois de mai chaque année.

Si un tel jour n'est pas un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue le jour bancaire ouvrable à Luxembourg précédant cette date.

D'autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation y relatifs.

Article 10 - Quorum et vote pour l'assemblée générale des actionnaires

Les quorum et délais requis par la Loi de 1915 régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Chaque action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, par câble, télex ou message télécopié une autre personne comme son mandataire. Un tel mandat est valable pour toute assemblée reconvoquée à moins d'être spécialement révoqué.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi et dans les présents Statuts, les décisions lors d'une assemblée générale des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des voix exprimées.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir pour prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable ou publication.

Les décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par vidéoconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, celui-ci établit les résolutions par écrit ou les constate dans un procès-verbal.

IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 11 - Gestion par le Conseil d'Administration

La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois administrateurs au moins qui ne doivent pas nécessairement être des actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un (1) membre (« l'Administrateur Unique ») jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Là où le terme « d'Administrateur unique » ne serait pas expressément utilisé dans les présents Statuts, la référence au « Conseil d'Administration » doit être interprétée comme faisant référence à « l'Administrateur Unique ».

Les administrateurs sont élus par les actionnaires lors d'une l'assemblée générale ordinaire qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme de leur mandat ne peut excéder six (6) ans et les administrateurs doivent demeurer en poste jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Les administrateurs sont élus à la majorité simple des actions présentes ou représentées.

Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur deviendrait vacant par suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Article 12 - Pouvoir du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous pouvoirs que la Loi de 1915 ou les présents Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, l'Administrateur Unique exerce les pouvoirs dévolus au Conseil d'Administration.

Article 13 - Procédure de prise de décision

Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président, et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra aussi désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur, et qui aura pour mission de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation adressée par son président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation.

Le président présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration. Cependant, en son absence, l'assemblée générale ou le

Conseil d'Administration désigneront à la majorité des actionnaires ou administrateurs présents ou représentés un autre administrateur pour assumer temporairement la présidence.

L'avis écrit de convocation à toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour celle-ci sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation.

Il pourra être passé outre à cette convocation écrite si tous les administrateurs sont présents ou représentés et qu'ils confirment avoir été dûment informés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion du Conseil d'Administration.

En outre, il est possible de se passer de convocation si tous les administrateurs ont fait part de leur assentiment à la dispense de convocation par écrit ou par câble, télégramme, télex, message télécopié ou courrier électronique (identifié par une signature électronique requis par la loi luxembourgeoise) ou par d'autres moyens similaires de communication.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la moitié des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président du Conseil d'Administration aura une voix prépondérante.

Tout administrateur pourra agir dans le cadre d'une réunion en se faisant représenter par un autre administrateur dûment désigné comme son mandataire par écrit ou par câble, télégramme, télex, message télécopié ou courrier électronique identifié par une signature électronique ou par d'autres moyens similaires de communication. Un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues.

Un administrateur pourra également participer à toute réunion du Conseil d'Administration par vidéoconférence ou par tous autres moyens de télécommunication permettant l'identification de l'administrateur. De tels moyens doivent rencontrer les caractéristiques techniques permettant d'assurer la participation effective de l'administrateur à une telle réunion du Conseil d'Administration. Les délibérations de la réunion doivent être retransmises continuellement. Une réunion par ces moyens est réputée avoir été tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou plusieurs écrits ou par télécopie, courrier électronique, ou tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Ces résolutions écrites auront la même valeur que les résolutions adoptées à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue.

De telles résolutions écrites sont adoptées lorsqu'elles sont signées et datées par tous les administrateurs, sur un document unique ou sur de multiples exemplaires,

une copie envoyée par télécopie, courrier électronique, ou tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit constituant une preuve suffisante. Le document unique sur lequel figurent toutes les signatures ou, selon les cas, l'ensemble des multiples exemplaires signés, constituant le procès-verbal faisant preuve des résolutions adoptées, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

Lorsque la Société compte un Administrateur Unique, celui-ci établit des résolutions écrites ou les constate dans un procès-verbal.

Article 14 - Procès verbal des réunions du Conseil d'Administration

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par l'administrateur qui en aura assumé la présidence ou par deux administrateurs. Lorsque la Société compte un Administrateur Unique, celui-ci signe le procès-verbal.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par ce président ou par deux administrateurs. Lorsque la Société compte un Administrateur Unique, celui-ci signera.

Article 15 - Signature sociale

La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration.

Lorsque le Conseil d'Administration est composé d'un Administrateur Unique, la Société sera engagée par sa seule signature de l'Administrateur Unique.

La Société peut aussi accorder des pouvoirs spéciaux par procuration authentique ou par acte sous seing privé.

Article 16 - Délégation de pouvoirs

La gestion journalière de la Société, de même que la représentation relative à cette gestion, peut être confiée à une ou plusieurs directeurs, fondés de pouvoirs ou autres agents, agissant seuls ou conjointement.

Leur nomination, révocation et leurs pouvoirs devront être déterminés par une résolution du Conseil d'Administration. La nomination d'un membre du Conseil d'Administration comme délégué à la gestion journalière entraînera l'obligation pour le Conseil d'Administration de rapporter annuellement à l'assemblée générale des actionnaires du salaire, des frais et autres avantages consentis au délégué.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tous pouvoirs ou mandats spéciaux à toute personne, et peut notamment nommer des fondés de pouvoirs, incluant un délégué général et tous délégués généraux adjoints, ainsi que tout agent que la Société considère comme nécessaire pour les opérations et la gestion journalière de la Société. Ces nominations peuvent à tout moment être révoquées par le Conseil d'Administration. Les agents ne doivent pas nécessairement être des administrateurs. Sauf dispositions contraire des présents Statuts, les agents auront les droits et obligations définis par le Conseil d'Administration.

En outre, le Conseil d'Administration peut créer à tout moment un ou plusieurs comités composés d'administrateurs et/ou de tiers auxquels seront délégués des pouvoirs ad hoc.

Article 17 - Conflit d'intérêts

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un conflit d'intérêts dans une affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de son conflit d'intérêts et il ne délibérera pas et ne prendra pas part au vote sur cette affaire et rapport devra être fait sur une telle affaire et sur l'intérêt dudit administrateur ou fondé de pouvoirs à la prochaine assemblée des actionnaires.

Article 18 - Responsabilité des administrateurs

Les administrateurs n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les administrateurs sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserà tout administrateur, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des présents Statuts.

V. SURVEILLANCE DE LA SOCIETE

Article 19 - Surveillance

Les opérations de la Société doivent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes n'ont pas besoin d'être actionnaires eux-mêmes.

L'assemblée générale des actionnaires ou, selon les cas, l'actionnaire unique, nomme le(s) commissaire(s) aux compte(s), en fixant leur rémunération et la durée de leur mandat, qui ne pourra excéder six (6) années.

Lorsque, conformément aux lois luxembourgeoises, et en particulier à la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés et sur la comptabilité des comptes annuels des entreprises, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, doivent être contrôlés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Dans ce cas, la Société n'est plus obligée de désigner de commissaire aux comptes.

Les réviseurs d'entreprises agréés n'ont pas besoin d'être actionnaires eux-mêmes et sont choisis parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. L'assemblée générale des actionnaires ou, selon les cas, l'actionnaire unique, nomme le(s) réviseur(s) d'entreprises indépendant(s), en fixant la durée de leur mandat.

Les mandats de commissaire aux comptes et de réviseur d'entreprises indépendant peuvent être renouvelés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou selon les cas, de l'actionnaire unique, sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé indépendant peut seulement, par dispositions des lois luxembourgeoises, être révoqué pour motifs graves.

VI. EXERCICE SOCIAL - BILAN

Article 20 - Exercice social

L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Article 21 - Affectation des bénéfices

Sur le bénéfice annuel net de la Société, il sera prélevé 5% (cinq pour cent) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve a atteint 10% (dix pour cent) du capital social.

Sur recommandation du Conseil d'Administration, l'assemblée générale des actionnaires déterminera comment il sera disposé du montant restant du profit annuel net et peut décider de verser des dividendes en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Sous réserve des conditions fixées par la loi et conformément aux dispositions qui précèdent, le Conseil d'Administration peut procéder au versement de dividendes intérimaires aux actionnaires (acompte sur dividendes) après approbation du commissaire aux comptes. Le Conseil d'Administration déterminera le montant ainsi que la date de paiement de tels dividendes.

Les dividendes peuvent être payés en euro ou dans toute autre devise déterminée par le Conseil d'Administration, ou selon les cas, par l'Administrateur Unique, et seront payés aux lieux et en temps déterminés par le Conseil d'Administration, ou selon les cas, par l'Administrateur Unique.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la Société pour le compte des actionnaires.

Article 22 - Dissolution et liquidation

La Société pourra être dissoute par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions de quorum et de majorité requis pour la modification des présents Statuts et dans les autres cas prévus par la loi.

En cas de dissolution de la Société, il sera, conformément à la loi luxembourgeoise, procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé cette dissolution.

Cette assemblée générale des actionnaires déterminera également leurs pouvoirs et leur rémunération.

Tous les fonds auxquels les actionnaires ont droit lors de la dissolution de la Société et qui ne sont pas réclamés par ceux qui y ont droit à la clôture de la procédure de liquidation, seront déposés au nom et pour compte des personnes qui y ont droit à la Caisse de Consignation à Luxembourg.

Article 23 - Modification des Statuts

Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi de 1915.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, les présents Statuts peuvent être modifiés par une résolution de l'actionnaire unique.

Article 24 - Loi applicable

Les présents Statuts sont soumis au droit luxembourgeois. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts sont déterminées par le droit luxembourgeois et notamment la Loi de 1915.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le 31 décembre 2017.

2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2018.

Souscription et paiement

Les actions de la Société ont été entièrement souscrites et payées en numéraire comme suit :

Actionnaire	Montant du capital souscrit	Nombre de parts sociale	Montant libéré
Monsieur Bernard VALLET, prénommé	30.000,- EUR	300	30.000,- EUR

Total	30.000,- EUR	300	30.000,- EUR
--------------	---------------------	------------	---------------------

Toutes les actions ont été libérées en intégralité de leur montant, payé en numéraire, de sorte que le montant de 30.000,- EUROS (EUR 30.000,- EUR,-) est en ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Déclaration

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ont été accomplies.

AVERTISSEMENT

L'attention du comparant a été expressément attirée par le notaire instrumentant sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations et/ou agréments requis afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article 3 des présents statuts.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille cent euros (1.100,- EUR).

Résolutions de l'Actionnaire Unique

La partie comparante, prémentionnée, représentant l'intégralité du capital de la Société a immédiatement pris les résolutions suivantes:

Première résolution :

Le siège social de la Société à L2540 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 14, rue Edward Steichen.

Deuxième résolution

la personne suivante est nommée en tant qu'administrateur unique de la Société :

- M. **Patrick MARTIN**, directeur de sociétés, né le 18 juin 1948 à Boulogne (France), résidant à F-75017 Paris (France), 8, rue Bremontier.

Troisième résolution

Le nombre de commissaires aux comptes est fixé à un (1).

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes :

Viscomte S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, avec son siège social à L2540 Luxembourg, 14, rue Edward Steichen, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B164981.

Quatrième résolution

Le mandat de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes prendront fin lors de l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels de 2020.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue de la notaire soussignée par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

(signé) El Farhane, GRETHEN

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 janvier 2017

Relation: 1LAC/2017/112

Reçu soixante-quinze euros

(75,00 €)

Le Receveur Paul MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée sur demande à la société prénommée.

Luxembourg, le 18 janvier 2017